

Communiqué de presse

Cabinet du président

Hôtel du Département - 3, quai Ceineray – BP 94109
44041 Nantes cedex 1 - Tél. 02 40 99 10 00
service.presse@loire-atlantique.fr - www.loire-atlantique.fr

Contacts presse :

- Anaïs Hubert : 02 40 99 09 61
- Gweltas Morice : 02 40 99 16 68
- Laurence Corgnet : 02 40 99 17 45

**Loire
Atlantique**

20 juin 2014

Philippe Grosvalet s'exprime sur le projet de réforme territoriale

Si la réforme n'évolue pas, nous ouvrons un boulevard à l'extrême droite

Suite à la présentation du projet de loi de réforme territoriale en conseil des ministres du 18 juin, Philippe Grosvalet, président du Département de Loire-Atlantique, exprime sa déception et son inquiétude quant au projet proposé.

Pour le président Philippe Grosvalet « Nos institutions politiques et administratives sont à bout de souffle. Il faut nous moderniser et nous y sommes prêts, mais le projet du Gouvernement passe à côté des vrais enjeux. Il va à l'encontre du message que les électeurs nous ont adressé par deux fois. Il éloigne les citoyens de leurs élus et organise des administrations tentaculaires. Pour que cette réforme ne soit pas un énième coup d'épée dans l'eau, il fallait commencer par le commencement : le rôle de l'État dans les territoires. Vouloir une décentralisation ambitieuse, ce n'est pas souhaiter son recul. C'est clarifier les missions de toutes nos institutions pour que chacun puisse comprendre « qui fait quoi et avec quelles ressources ».

Alors que nos concitoyens attendent que nous soyons entièrement tournés vers la sortie de crise, nous allons perdre 5 ans à stabiliser un système dont personne ne peut nous garantir l'efficacité et qui ne sera pas source d'économies. Le Département de Loire-Atlantique investit tous les ans 230 millions d'euros dans l'économie locale ; il ne le fera plus demain. Lorsque toutes les collectivités publiques, asphyxiées financièrement, cesseront leurs investissements, c'est tout un pan de l'économie qui va reculer.

En relançant le débat sur la décentralisation, le gouvernement avait fait le choix de l'offensive. Je le souhaitais depuis longtemps. Il lui restait à choisir le courage pour proposer un projet cohérent et ambitieux, loin des intérêts singuliers et des lobbys particuliers. Mais malheureusement, lorsqu'on est incapable de choisir, on subit les choix d'autrui. La chance historique se transforme en rendez-vous manqué et l'ambition pour la France en mépris pour les territoires.

J'ai toujours milité pour des régions fortes. Elles doivent être tournées vers l'Europe et l'innovation. Au lieu d'affirmer leur rôle stratégique, le projet prévoit de les engluier dans la gestion d'une administration toujours plus grosse. Avec cette réforme nous créerons donc un système perdant- perdant, perdant pour les régions, perdant pour les citoyens.

Qui peut croire que l'entretien des routes, s'il est essentiel pour nos concitoyens, apportera un

rayonnement international à nos régions? Qui pense que c'est avec la gestion des collèges que nous créerons du développement économique et de l'emploi?

Nous voulons renforcer les régions, confions leur les grands ports maritimes plutôt que les ports de pêche. Confions-leur la gestion des grands aéroports plutôt que des petits aérodromes. Confions-leur la gestion de pôle emploi et des universités pour assurer une vision cohérente de la formation et du développement économique sur nos territoires. Par manque d'ambition ou par manque de vision, cette réforme risque d'empêcher les Régions de devenir des acteurs majeurs du redressement de la France.

Je suis favorable aux transferts et à la mutualisation de certaines actions entre les collectivités et notamment avec les Métropoles. Mais cela ne peut se faire au détriment du service public que nous rendons aux citoyens. Le Département est un maillon essentiel dans la cohésion de nos territoires. Il agit dans la proximité tout en garantissant une vision cohérente du territoire.

En limitant l'action publique à des « supers régions » et aux intercommunalités, quelle que soit leur taille, nous allons segmenter les territoires, confiner les riches et reléguer les pauvres. Cela ne fait pas un projet de société et encore moins une vision politique.

C'est désormais aux parlementaires de se saisir du projet de loi. Leur rôle sera primordial pour faire évoluer le texte en prenant appui sur les territoires. Ils peuvent compter sur l'engagement des élus locaux, des associations et des citoyens qu'ils côtoient au quotidien. Je sais qu'ils auront à cœur de défendre les services publics du Conseil général.

Je suis prêt à participer à de grandes réformes structurelles qui préparent durablement l'avenir mais si la réforme n'évolue pas, personne ne pourra garantir l'égalité des territoires. **En éloignant le citoyen des centres de décision, nous transformons les fractures en fossés, nous ouvrons un boulevard à l'extrême droite. »**